

Immatriculations de SARL au capital inférieur à 7 500 € Selon les dispositions prévues par la Loi sur l'Initiative Economique

Septembre 2004

L'Observatoire porte un regard attentif sur les SARL constituées avec un capital social inférieur à 7 500 €, immatriculées au Registre du commerce de Paris depuis le 6 août 2003 ¹. L'Observatoire analyse l'évolution économique et juridique de ces entreprises, en observant notamment leurs capacités financières et leurs éventuelles difficultés.

Repères chiffrés

Les créations de SARL à libre capital marquent le pas en septembre : elles enregistrent une baisse de 14,2% au regard de juin 2004 ². En dépit d'une diminution en volume, ces entreprises continuent à représenter 28% des immatriculations globales de SARL, soit la même proportion qu'en juin dernier.

Les entrepreneurs de septembre ont constitué leur SARL avec moins de moyens. Les SARL disposent d'un montant de capital plus faible au démarrage (2 092€ en moyenne, en baisse de 7,6% par rapport à juin), et les dirigeants sont plus nombreux à exercer leur activité à domicile (hausse de +6 points au regard de juin). Elles sont par ailleurs moins nombreuses à acquérir un fonds de commerce ou un local commercial (baisse de 41%). 28% de ces nouvelles structures sont dirigées par des femmes.

Encore majoritairement orientées vers le conseil aux entreprises (soit 30% des SARL à libre capital), les nouvelles entreprises de septembre sont plus nombreuses à exercer leur activité dans le domaine de l'édition, la production et l'imprimerie, ainsi que le commerce. Elles essaient également dans le secteur du crédit bancaire, du placement et des assurances.

Les SARL créées depuis août 2003 ne semblent pas rencontrer de difficultés économiques majeures : trois d'entre elles seulement sont endettées auprès de l'Urssaf. Une seule entreprise a fait l'objet d'une décision d'ouverture de liquidation judiciaire devant le Tribunal de commerce de Paris.

1- immatriculations de SARL au Registre du commerce parisien en septembre 2004 : diminution de 14,22% par rapport à juin 2004

En septembre 2004, 398 SARL à libre capital social se sont immatriculées au Registre du commerce, en baisse de 14,22% au regard de juin 2004. En dépit de ce tassement, le nombre d'immatriculations se maintient néanmoins à un niveau équivalent à celui de février, avril et mai 2004.

¹ 1^{er} août 2003 : date d'entrée en vigueur de la loi pour l'Initiative Economique, qui offre aux créateurs d'entreprises la faculté de constituer une SARL avec un capital social libre.

² Pour septembre, la comparaison s'effectue au regard de juin 2004, août et juillet 2004 n'étant pas suffisamment représentatifs.

Cette diminution en volume observée en septembre 2004 s'explique par la baisse des créations de SARL, soit 1 402, contre 1 491 en juillet, 1 650 en juin, pour ne citer que quelques chiffres. En proportion, les SARL à libre capital se maintiennent au même niveau qu'en juin 2004, à savoir 28% des créations de SARL, tous montants en capital confondus.

A l'instar de juin 2004, 28% des nouveaux entrepreneurs sont des femmes, contre 72% d'hommes.

Immatriculations mensuelles de SARL constituées avec un capital social inférieur à 7 500 €

	Mois	Nombre d'immatriculations de SARL au capital inférieur à 7 500 €	Nombre total d'immatriculations de SARL au Registre du commerce	% par rapport au nombre total d'immatriculations de SARL au Registre du commerce (RCS)
2003	Août	14	826	1,69 %
	Septembre	81	1 160	6,98 %
	Octobre	175	1 704	10,27 %
	Novembre	210	1 291	16,27 %
	Décembre	333	1 573	21,17 %
2004	Janvier	316	1 456	21,70 %
	Février	398	1 678	23,72 %
	Mars	426	1 757	24,25 %
	Avril	393	1 848	21,20%
	Mai	397	1 325	29,96%
	Juin	464	1 650	28,12%
	Juillet	467	1 491	31,32%
	Août	113	363	31,13%
	Septembre	398	1 402	28,39%
	Total	4 185	18 520	22,60%

2- Capital de départ en baisse : 2 090€ en moyenne pour les SARL à libre capital immatriculées en septembre

Après avoir enregistré une progression régulière pendant plusieurs mois, le capital moyen des SARL a subi une diminution en septembre, soit -7,6% au regard de juin 2004.

Les SARL disposant d'un capital social d'un euro représentent 5,8% des entreprises, soit la même proportion qu'en juin 2004.

Plus généralement, la majorité des immatriculations du mois, soit 28,4%, se sont constituées avec un capital compris entre 1 000 et 3 000 € (stable par rapport à juin).

Toujours au regard de juin 2004, les entreprises disposant d'un capital compris entre 2 et 500€ sont plus nombreuses (18,34%, soit +5,5 points), tandis que les SARL avec un capital supérieur à 3 000 € sont en diminution (23,12%, soit -4,2 points).

Répartition des immatriculations de SARL par tranches de capital social

Répartition par tranches de capital social	Nombre d'immatriculations en septembre 2004	Pourcentage par rapport au nombre total d'immatriculations en septembre 2004
1 €	23	5,78%
2 € à 100 €	34	8,54%
101 € à 500 €	39	9,80%
501 € à 1 000 €	97	24,37%
1 001 € à 3 000 €	113	28,39%
3 001 € à 7 500 €	92	23,12%
Total	398	100%

3- Choix de la domiciliation de l'entreprise : une répartition équilibrée en septembre 2004

En septembre, le choix des dirigeants quant à la domiciliation de leur entreprise s'avère équilibré : 1/3 choisissent une domiciliation commerciale ³, 1/3 exercent leur activité à leur domicile personnel, 1/3 exploitent leur activité dans un local commercial qu'ils louent ou qu'ils ont acquis.

En comparaison avec juin 2004, les créateurs de septembre semblent disposer de moins de fonds pour démarrer leur activité :

- ils sont plus nombreux à exercer à domicile (+6 points)
- ils sont moins nombreux à louer ou à acquérir un local commercial (-9 points)

Répartition des SARL au capital inférieur à 7 500 € par type de domiciliation

Type de domiciliation	Nombre d'immatriculations en septembre 2004	Pourcentage par rapport au nombre total d'immatriculations en septembre 2004
Domiciliation commerciale (art. 26-1 du décret du 30 mai 1984)	132	33,17%
Domiciliation dans un local d'habitation (art.6 de la loi pour l'initiative économique du 1 ^{er} août 2003)	132	33,17%
Domiciliation dans un local commercial (art. L123-10 du code de commerce)	134	33,67%
Total	398	100%

4- Répartition par secteur d'activité en septembre 2004 : le conseil aux entreprises est toujours majoritaire mais en perte de vitesse

Comme en juin 2004, les dirigeants de SARL à libre capital de septembre exercent majoritairement une activité de prestations de services et de conseils aux entreprises (soit 30%). La SARL à libre capital semble bien adaptée à ce type d'activité qui ne nécessite pas obligatoirement un apport important de fonds au démarrage. Les immatriculations dans ce secteur perdent néanmoins 6 points en septembre (au regard de juin), au profit du secteur de l'édition et de l'imprimerie (+4 points) et du commerce (+ 3 points).

Nouveauté en septembre : les activités financières (banques, assurances, organismes de placements, etc) concernent près de 4% des nouvelles SARL à libre capital.

Tendances par secteur

	En hausse	En baisse	Stable
Services aux entreprises		-6 points	
Edition, production et imprimerie	+4 points		
Commerce gros et détail	+ 3 points		
Restauration (rapide, traditionnelle, traiteurs, etc)		-2 points	
Informatique	+1,5 points		
Immobilier	+1 point		
Fabrication et réparation		-0,5 points	
Activités artistiques et spectacles		-0,5 points	
Soins personnels		-0,5 points	
Travaux de bâtiment			Stable

³ Prestation de services proposée par un professionnel de la domiciliation

Répartition des immatriculations de SARL par secteur d'activité

Secteur d'activité	Pourcentage par rapport au nombre total d'immatriculations en septembre 2004
Prestations de services et conseils aux entreprises	30,06%
Commerce gros et détail (véhicule, alimentaire, etc.)	21,47%
Travaux de bâtiment	6,75%
Informatique (conseil en SI, édition & réalisation de logiciels, traitement et base de données et réparation de matériel)	7,36%
Edition, production et imprimerie (livres et audiovisuel)	10,43%
Immobilier (marchand de biens, location, promotion, agence et administration)	8,28%
Restauration (traditionnelle et rapide), boissons et traiteurs	3,37%
Activités financières (banques, organismes de crédit et de placement, etc.) et assurances	3,68%
Fabrication et réparation (textile, peausserie, maroquinerie, pharmacie, meubles, automobiles, etc.)	3,07%
Activités artistiques et spectacles	1,23%
Soins personnels	2,37%
Autres activités ⁴	2,00%
Total	100%

5. Quelle évolution pour les SARL à libre capital social, immatriculées depuis le 6 août 2003 ?

❖ *Quels sont les investissements réalisés par les nouveaux entrepreneurs ?*

En septembre, le montant moyen du prêt consenti par les banques s'élève à 178 800 €, en hausse de 24,4% au regard de juin. Toujours en septembre, 10 entreprises ont obtenu un prêt bancaire ⁵ pour acquérir un fonds de commerce ou réaliser des travaux d'agrandissement ou d'amélioration de leur local commercial, en diminution de 41% par rapport à juin 2004. Ces investissements ont donné lieu à l'inscription de nantissements de fonds de commerce publiés au greffe.

Depuis le 6 août 2003, 153 entreprises, soit 3,7% des SARL à libre capital se sont vues accorder un prêt bancaire pour un montant cumulé de 16 377 000€ (soit un montant moyen de 107 038 €).

Autres investissements réalisés par les sarl à libre capital depuis le 6 août 2003:

- 21 entreprises ont acquis ou loué du matériel en crédit-bail, soit 0,5% des SARL à libre capital pour un montant moyen de 3 000 €.
- 1 clause de réserve de propriété ⁶ a été inscrite auprès du greffe pour un montant de 8 179 €.

Ces résultats tendent à mettre en évidence les difficultés rencontrées par ces nouveaux entrepreneurs pour obtenir des financements bancaires.

⁴ Activités postales et de télécommunications, transport, loisirs, location de matériel d'équipement, tourisme, recherche et développement, industrie alimentaire, pratique médicale, production de plants, production d'électricité, gaz et eau, assainissement, voirie et gestion des déchets.

⁵ Ce chiffre correspond aux inscriptions de nantissements de fonds de commerce et de privilèges du vendeur enregistrées au greffe. Souvent assorti au privilège du vendeur mais pouvant être totalement indépendant, il garantit au vendeur ou au prêteur (banque ...) d'être payé par préférence aux autres créanciers sur la vente du fonds de commerce.

⁶ Cette inscription déposée au greffe permet au propriétaire d'un bien d'être dispensé de faire reconnaître son droit de propriété en cas de redressement ou de liquidation judiciaire lorsque le contrat portant sur ce bien a fait l'objet d'une publicité au greffe.

❖ **Les nouveaux entrepreneurs sont-ils endettés fiscalement et socialement ?**

En septembre, trois entreprises rencontrent des difficultés à régler leurs cotisations sociales obligatoires auprès de l'Urssaf, pour un montant moyen de l'ordre de 1 500 €. Aucune entreprise n'est pour l'instant endettée auprès du Trésor public.

❖ **Ces nouvelles entreprises sont-elles pérennes ?**

En septembre 2004, 5 entreprises ont été radiées du Registre du commerce. 2 ont déménagé dans un autre département et 3 dirigeants ont volontairement dissout leur société.

Depuis le 6 août 2003, 69 entreprises ont été radiées du Registre du commerce pour différents motifs (transfert de l'entreprise dans un autre département, cessation volontaire d'activité, radiation par le greffe pour diverses irrégularités administratives comme la non-production de pièces justificatives par exemple)

Le Tribunal de commerce de Paris a prononcé la liquidation judiciaire d'une entreprise

Par ailleurs, une seule entreprise potentiellement en difficulté a été détectée par le service de la Prévention.

Le taux de disparition⁷ des entreprises est faible : 1,69%.

⁷ Ratio créations/radiations au 30 septembre 2004